



RAPPORT NATIONAL SUR L'APPLICATION DE LA CONVENTION DE RAMSAR SUR LES ZONES HUMIDES

**Rapports nationaux à soumettre à la 10e Session de la Conférence des Parties
contractantes,
Roumanie, juin 2012**

Veillez remettre le Rapport national dûment rempli, en format électronique (Microsoft Word) et de préférence par courriel, au Secrétariat Ramsar avant le **15 septembre 2011.**

Les Rapports nationaux doivent être envoyés à : Alexia Dufour, Responsable des affaires régionales, Secrétariat Ramsar (dufour@ramsar.org)

Introduction & généralités

1. Le Comité permanent a approuvé (Décision SC41-24) le présent Modèle de Rapport national (MRN) pour la COP11 qui devra être rempli par les Parties contractantes à la Convention de Ramsar dans le cadre de leur obligation de faire rapport à la 11e Session de la Conférence des Parties contractantes à la Convention (Bucharest, Roumanie, juin 2012).
2. Conformément aux débats du Comité permanent à sa 40e réunion, en mai 2009 et à sa Décision SC40-29, le Modèle de Rapport national pour la COP11 suit de près le format utilisé pour la COP10, qui a été révisé de fond en comble et simplifié par rapport aux modèles conçus pour les COP antérieures.
3. Tout en permettant une continuité de l'établissement de rapports et de l'analyse des progrès en garantissant que les indicateurs (sous forme de questions) sont, dans la mesure du possible, compatibles avec les MRN antérieurs (et, en particulier, le MRN pour la COP10), le présent MRN pour la COP11 est structuré conformément aux Objectifs et Stratégies du Plan stratégique Ramsar 2009-2015, adopté à la COP10 dans la Résolution X.1, et les indicateurs correspondent aux Domaines de résultats clés (DRC) pour chaque Stratégie du Plan stratégique.
4. Les indicateurs du MRN pour la COP11 comprennent, avec l'accord du Comité permanent, certains indicateurs dont l'inclusion a été spécifiquement requise par le Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST) de la Convention, à la lumière de ses travaux sur l'évaluation des indicateurs d'efficacité, ainsi que par le Groupe de surveillance des activités de CESP, afin de faciliter la collecte d'informations et les rapports sur les principaux aspects de la mise en œuvre scientifique et technique et de la CESP dans le cadre de la Convention. Le modèle comprend également des « indicateurs » concernant l'utilisation de la « Déclaration de Changwon sur le bien-être humain et les zones humides », comme le demande la Résolution X.3 (2008).
5. Ce MRN pour la COP11 comporte 82 indicateurs (sous forme de questions). Par ailleurs, pour chaque Stratégie, les Parties contractantes peuvent, si elles le souhaitent, fournir des informations supplémentaires concernant l'application, en fonction de chaque indicateur et, plus généralement, d'autres aspects de chaque Stratégie.
6. Le modèle pour la COP11 comporte aussi une section additionnelle facultative (la Section 4) qui permet aux Parties contractantes qui le souhaitent de fournir des informations supplémentaires sur les indicateurs relatifs à des zones humides individuelles d'importance internationale (sites Ramsar).

Les Rapports nationaux à la Conférence des Parties contractantes : buts et utilité

7. Les Rapports nationaux des Parties contractantes sont des documents officiels de la Convention et sont mis à la disposition du public par l'intermédiaire du site Web de la Convention.
8. Les Rapports nationaux ont six buts principaux :
 - i) fournir des données et des informations sur l'application de la Convention ;
 - ii) acquérir de l'expérience/tirer des leçons pour permettre aux Parties de préparer leur action future ;

- iii) déterminer les questions émergentes et les difficultés d'application rencontrées par les Parties, qui pourraient nécessiter une plus grande attention de la Conférence des Parties ;
 - iv) donner aux Parties le moyen de rendre compte de leurs obligations au titre de la Convention;
 - v) donner à chaque Partie un instrument pour lui permettre d'évaluer et de surveiller ses progrès d'application, ainsi que de préparer ses priorités futures ;
 - vi) donner l'occasion aux Parties de faire connaître leurs réalisations durant la période triennale.
9. Les données et l'information fournies par les Parties dans leurs Rapports nationaux ont en outre, aujourd'hui, un autre but important : plusieurs des indicateurs d'application, contenus dans les rapports nationaux, seront des sources d'information essentielles pour l'analyse et l'évaluation des « indicateurs écologiques d'efficacité dans l'application de la Convention, axés sur les résultats » que met actuellement au point le Groupe d'évaluation scientifique et technique pour le Comité permanent et pour examen par la COP11.
10. Pour faciliter l'analyse et l'utilisation ultérieure des données et de l'information fournies par les Parties contractantes dans leurs Rapports nationaux, dès que les rapports sont reçus et vérifiés par le Secrétariat Ramsar, toute l'information est saisie et conservée par le Secrétariat dans une base de données ce qui facilite l'extraction et l'analyse de l'information à différentes fins.
11. Les Rapports nationaux de la Convention sont utiles à plus d'un titre, notamment :
- i) ils servent de base aux rapports que le Secrétariat présente aux Parties, à chaque COP, sur l'application de la Convention au niveau mondial et régional et sur les progrès d'application sous forme de documents d'information tels que :
 - le Rapport du Secrétaire général sur l'application de la Convention au niveau mondial (voir, par exemple, COP10 DOC 6) ;
 - le Rapport du Secrétaire général, conformément à l'Article 8.2 (b), (c) et (d) concernant la Liste des zones humides d'importance internationale (voir, par exemple, COP10 DOC 7) ; et
 - les rapports fournissant une vue d'ensemble régionale de l'application de la Convention et de son Plan stratégique dans chaque région Ramsar (voir, par exemple, COP10 DOC 8 à COP10 DOC13) ;
 - ii) ils fournissent des informations sur des points d'application spécifiques en appui aux avis des Parties et aux décisions de la COP. Exemples tirés de la COP9 et de la COP10 :
 - Résolution IX.15 et X.13, *État des sites de la Liste de Ramsar des zones humides d'importance internationale* et
 - Documents d'information sur les *Questions et scénarios concernant des sites ou parties de sites qui cessent de remplir ou n'ont jamais rempli les Critères Ramsar* (COP9 DOC 15) et Mise en œuvre du Programme CESP de la Convention pour la période 2003-2005 (COP9 DOC25), Rapport de synthèse sur la mise en oeuvre du Programme de CESP de la Convention pour la période 2006-2008 (COP10 DOC16) et Contexte et motivation concernant le Cadre pour les procédures de détection de changements dans les caractéristiques écologiques, d'établissement de rapports et de réaction(en anglais uniquement) COP10 DOC27);

- iii) ils sont la source des évaluations sur séries temporelles des progrès accomplis concernant des aspects particuliers de l'application de la Convention, y compris dans d'autres produits de la Convention. On peut citer, par exemple, le résumé des progrès depuis la COP3 (Regina, 1997) en matière d'élaboration de Politiques nationales pour les zones humides qui figure dans le tableau 1 du Manuel Ramsar 2 pour l'utilisation rationnelle (4^e édition, 2010) ;
- iv) ils sont source d'informations permettant de faire rapport à la Convention sur la diversité biologique (CDB) sur l'application, au niveau national, du Plan de travail conjoint Ramsar/CDB et sur le rôle de chef de file de la Convention de Ramsar en matière d'application de la CDB aux zones humides. En particulier, les indicateurs du MRN pour la COP10 ont été abondamment utilisés en 2009 par le Secrétariat Ramsar et le GEST pour préparer des contributions à l'examen approfondi de la mise en œuvre du Programme de travail de la CDB sur la diversité biologique des écosystèmes d'eaux intérieures, qui a été examiné à la quatorzième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA) et à la COP 10 de la CDB en 2010 (voir UNEP/CBD/SBSTTA/14/3).

Structure du Modèle de Rapport national pour la COP11

12. Le Modèle de Rapport national pour la COP11 comporte quatre sections.

La section 1 contient l'information institutionnelle sur l'Autorité administrative et les correspondants nationaux pour l'application de la Convention au niveau national.

La section 2 se présente sous forme de « texte libre » : dans cette section, les Parties peuvent fournir un résumé sur les différents aspects des progrès d'application au niveau national et des recommandations pour l'avenir.

La section 3 contient les 82 indicateurs l'application, présentés sous forme de questions et regroupés sous chaque Stratégie d'application de la Convention dans le Plan stratégique 2009-2015, avec une section de « texte libre » pour chaque Stratégie dans laquelle la Partie contractante peut, si elle le souhaite, ajouter d'autres informations sur l'application de la Stratégie et ses indicateurs au niveau national. Ainsi qu'une section de « texte libre » pour ajouter des informations sur d'autres aspects de l'application de cette stratégie.

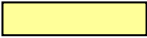
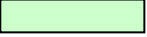
La Section 4 (www.ramsar.org/doc/cop11/cop11_nrform_f_sec4.doc) est une Annexe facultative au Modèle de Rapport national pour permettre aux Parties contractantes qui le souhaitent de fournir séparément des informations supplémentaires pour une ou toutes leurs zones humides d'importance internationale (sites Ramsar). Cette section a été ajoutée à la demande de plusieurs Parties.

Comment remplir et soumettre le Modèle de Rapport national pour la COP11

IMPORTANT – LIRE CETTE SECTION AVANT DE COMMENCER À REMPLIR LE MODÈLE DE RAPPORT NATIONAL

13. Les trois premières sections du Modèle de Rapport national pour la COP11 doivent être remplies dans l'une des langues officielles de la Convention (français, anglais, espagnol).
14. Le délai de remise du Modèle de Rapport national dûment rempli est fixé au **15 septembre 2011**. Après cette date, il ne sera plus possible d'ajouter des informations

contenues dans les Rapports nationaux dans l'analyse et le rapport à la COP11 sur l'application de la Convention.

15. Tous les champs à fond jaune clair  doivent être remplis.
16. Les champs à fond vert clair  sont des champs à texte libre où la Partie contractante peut, si elle le souhaite, apporter des informations supplémentaires. Bien qu'il soit facultatif d'inscrire des informations dans ces champs, les Parties contractantes sont invitées à le faire chaque fois que c'est possible et pertinent. En effet, le Secrétariat a maintes fois constaté que ces explications sont extrêmement utiles car elles permettent de bien comprendre les progrès et les activités d'application et, surtout, contribuent à la préparation des rapports à la COP sur l'application au niveau mondial et régional.
17. Pour aider les Parties contractantes à fournir cette information supplémentaire, nous suggérons, pour plusieurs indicateurs, quelques types d'information particulièrement utiles. Naturellement, il va de soi que les Parties sont libres d'ajouter toute autre information pertinente dans tous les champs intitulés « Informations supplémentaires sur l'application ».
18. Ce Modèle se présente comme un « formulaire » en Microsoft Word. Vous pouvez uniquement vous déplacer d'un champ jaune (ou vert) à l'autre pour répondre et donner des informations. Le reste du formulaire est bloqué afin que la forme et le libellé des indicateurs soient uniformes et comparables pour toutes les Parties. Si vous devez travailler avec une version non bloquée du Modèle, veuillez contacter Alexia Dufour, Chargée des affaires régionales (dufour@ramsar.org), qui vous indiquera la marche à suivre.
19. Pour pénétrer dans un champ jaune ou vert que vous souhaitez remplir, déplacez le curseur sur la partie correspondante du formulaire et cliquez sur le bouton gauche de la souris. Le curseur se déplace automatiquement vers le champ disponible suivant.
20. Pour vous déplacer entre les champs à remplir, vous pouvez aussi appuyer sur la touche « tabulation » du clavier.
21. Dans un champ de « texte libre », vous pouvez saisir toute l'information que vous souhaitez. Si vous souhaitez modifier un texte saisi dans un champ vert ou jaune de « texte libre », nous vous recommandons de couper et de coller le texte existant dans un fichier séparé, de faire les modifications puis de couper et de coller le texte révisé dans le champ vert ou jaune. En effet, dans le modèle « formulaire » de Microsoft, il y a très peu de possibilités de modifier un texte saisi dans le champ de « texte libre ».
22. Certains caractères du clavier interfèrent avec la saisie automatique des données dans notre base de données pour traiter et analyser les Rapports nationaux. C'est pourquoi nous vous demandons de ne pas utiliser les caractères « », [] °°°° dans les champs de « texte libre ».
23. Pour chacun des « indicateurs » de la section 3, nous fournissons un menu déroulant de réponses possibles. Celles-ci varient selon les indicateurs, en fonction de la question posée dans l'indicateur, mais en général se présentent sous forme de « Oui », « Non », « En partie », « En progrès », etc. Cela est nécessaire pour permettre des comparaisons statistiques des réponses.
24. À chaque indicateur ne correspond qu'une seule réponse. Si vous souhaitez fournir d'autres informations ou des précisions sur votre réponse, vous pouvez le faire dans le

champ vert d'informations supplémentaires qui se trouve au-dessous de l'indicateur concerné.

25. Pour choisir la réponse à un indicateur, servez-vous de la touche « tabulation » ou déplacez le curseur sur le champ jaune pertinent et cliquez sur le bouton gauche de la souris. Le menu déroulant des réponses possibles apparaît. En cliquant sur le bouton gauche de la souris, sélectionnez la réponse choisie : celle-ci apparaîtra au centre du champ jaune.
26. En principe, il n'est pas prévu que le MRN soit rempli par une seule personne – pour de nombreux indicateurs, le mieux serait que le compilateur principal consulte ses collègues du même service ou d'autres services du gouvernement qui pourraient avoir une meilleure connaissance de l'application de la Convention par la Partie concernée. Le compilateur principal peut sauver son travail à tout moment du processus et le reprendre ultérieurement pour poursuivre ou modifier les réponses déjà données. Par un souci de continuité et de cohérence, nous vous conseillons également, lorsque vous remplissez ce formulaire, de vous référer au Rapport national soumis à la COP10.
27. Et n'oubliez pas de sauver le document après chaque séance de travail sur le MRN ! Nous recommandons la structure identitaire suivante : COP11 MRN [Pays] [date].
28. Lorsque le MRN est entièrement rempli, veuillez l'envoyer au Secrétariat Ramsar, de préférence par courriel, à Alexia Dufour, Chargée des Affaires régionales, Secrétariat de la Convention de Ramsar, courriel : dufour@ramsar.org. Vous devez nous faire parvenir votre Rapport national dûment rempli sous forme électronique (Microsoft Word).
29. Chaque Partie doit soumettre son Rapport national rempli, **accompagné obligatoirement par une lettre ou un message courriel, au nom de l'Autorité administrative, confirmant qu'il s'agit du Rapport national officiellement soumis à la COP11 par la Partie contractante concernée.**
30. Si vous avez des questions à poser ou que vous rencontrez des difficultés concernant le processus d'établissement du MRN pour la COP11, veuillez contacter le Secrétariat Ramsar pour avis (même courriel que ci-dessus).

SECTION 1 : INFORMATION INSTITUTIONNELLE

NOM DE LA PARTIE CONTRACTANTE : SENEGAL	
AUTORITÉ ADMINISTRATIVE RAMSAR DÉSIGNÉE	
Nom de l'Autorité administrative :	Direction des Parcs Nationaux (DPN)
Chef de l'Autorité administrative - nom et titre :	Colonel Mame Balla GUEYE-Directeur
Adresse postale :	BP : 5135 Dakar-Fann (SENEGAL)
Tél./Télec. :	+221 33 832 23 09/+221 33 832 23 11
Courriel :	dpn@orange.sn
CORRESPONDANT NATIONAL DÉSIGNÉ (CONTACT QUOTIDIEN AU SEIN DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE) POUR LES AFFAIRES DE LA CONVENTION	
Nom et titre :	Abdou Salam KANE, Chef Division Aires Marines Protégées et Zones Humides (DAMPZH)
Adresse postale :	s/c DPN BP : 5135 Dakar-Fann (SENEGAL)
Tél./Télec. :	+221 33 832 23 09/ +221 77 631 18 48
Courriel :	ak7salam@yahoo.fr ou ak7salam@gmail.com
CORRESPONDANT NATIONAL DÉSIGNÉ POUR LES AFFAIRES DU GEST (GROUPE D'ÉVALUATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE)	
Nom et titre :	Abdou Salam KANE, Chef Division Aires Marines Protégées et Zones Humides (DAMPZH)
Nom de l'organisation :	Direction des Parcs Nationaux
Adresse postale :	s/c DPN BP : 5135 Dakar-Fann (SENEGAL)
Tél./Télec. :	+221 33 832 23 09/ +221 77 631 18 48
Courriel :	ak7salam@yahoo.fr ou ak7salam@gmail.com
CORRESPONDANT NATIONAL GOUVERNEMENTAL DÉSIGNÉ POUR CE QUI CONCERNE LE PROGRAMME DE COMMUNICATION, ÉDUCATION, SENSIBILISATION ET LA PARTICIPATION (CESP)	
Nom et titre :	Abdou Salam KANE, Chef Division Aires Marines Protégées et Zones Humides (DAMPZH)
Nom de l'organisation :	Direction des Parcs Nationaux
Adresse postale :	s/c DPN BP : 5135 Dakar-Fann (SENEGAL)
Tél./Télec. :	+221 33 832 23 09/ +221 77 631 18 48
Courriel :	ak7salam@yahoo.fr ou ak7salam@gmail.com
CORRESPONDANT NATIONAL NON GOUVERNEMENTAL DÉSIGNÉ POUR CE QUI CONCERNE LE PROGRAMME DE COMMUNICATION, ÉDUCATION, SENSIBILISATION ET LA PARTICIPATION (CESP)	
Nom et titre :	Fatima SOW, Coordinateur Médias et communication
Nom de l'organisation :	Wetlands International Afrique
Adresse postale :	Rue 111, villa 39 B, Zone B, BP 25581 Dakar-Fann
Tél./Télec. :	+221 3386910 92
Courriel :	fsow@wetlands.sn



SECTION 2 : RESUME GENERAL SUR LES PROGRES ET LES DIFFICULTES DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION

Dans votre pays, au cours de la période triennale écoulée (c.-à-d. depuis le rapport à la COP10) :

A. Quelles nouvelles mesures ont été prises pour appliquer la Convention ?

- Elaboration de 8 plans de gestion de zones humides dont 3 sites Ramsar (Parc National des Oiseaux du Djoudj, Parc National du Delta du Saloum et Réserve Spéciale de Faune de Guembeul) suivant le canevas Ramsar avec des plans d'action 2010-2014
- Début de mise en œuvre de huit (08) plans de gestion
- L'élaboration participative de la Politique Nationale de gestion des Zones Humides (PNZH) est en cours (procédure de passation des marchés en phase terminale) et nous comptons démarrer avant décembre 2011
- Création avec la Gambie d'un site Ramsar transfrontière Nuimi-Saloum
- Elaboration d'un plan de gestion transfrontière Nuimi Saloum (2011-2015)
- Création d'une Réserve de Biosphère Transfrontière incluant les 3 sites Ramsar du côté sénégalais et un site Ramsar côté mauritanien au niveau du Delta du Fleuve Sénégal

B. Quelles ont été les plus grandes réussites en matière d'application de la Convention ?

- Coopération transfrontalière : Création d'une RBT incluant les 3 sites Ramsar du côté sénégalais (Parc national des oiseaux du Djoudj, Réserve de faune du Ndiaré et Réserve Spéciale de Faune de Guembeul) et un site Ramsar côté mauritanien (Parc National du Diawling)
- création avec la Gambie d'un site Ramsar transfrontière Nuimi Saloum depuis octobre 2008 qui dispose d'un plan de gestion suivant le canevas Ramsar. Il est envisagé la rédaction de lignes directrices pour l'élaboration d'un Plan de Gestion si un financement est acquis afin de capitaliser cette expérience inédite en matière de coopération à travers le Groupe mixte de travail
- Elaboration et mise en œuvre de plans de gestion: pour tous les sites Ramsar du Sénégal et la plupart des zones humides ayant le statut de parc, réserve naturelle et réserve naturelle communautaire
- Célébration de la Journée Mondiale des Zones Humides: depuis une dizaine d'années

C. Quelles ont été les plus grandes difficultés en matière d'application de la Convention ?

- bénéficiaire du small grant pour classer d'autres sites Ramsar potentiellement éligibles

D. Quelles sont les priorités futures pour l'application de la Convention ?

- Adoption du document de Politique Nationale de gestion des Zones Humides
- Elaboration d'un business plan pour la mise en œuvre du Plan d'action de la politique nationale des zones humides du Sénégal

E. La Partie contractante a-t-elle des propositions à faire concernant des ajustements à apporter au Plan stratégique Ramsar 2009-2015 ?

- bénéficiaire d'un appui technique et financier (promotion et financement soutenu des Pays contractantes en Afrique)
- prise en charge de deux (02) délégués par pays pour les COP
- renforcement des capacités des gestionnaires de sites et correspondants nationaux

F. La Partie contractante a-t-elle des recommandations à faire sur l'aide du Secrétariat Ramsar en matière d'application ?

Faire un plus grand plaidoyer pour un appui des donateurs au profit du Secrétariat de la Convention pour lui permettre de mieux appuyer les parties contractantes en besoin de financement pour la mise en œuvre du Plan stratégique notamment pour l'Afrique

G. La Partie contractante a-t-elle des recommandations à faire sur l'aide des Organisations internationales partenaires (OIP) de la Convention en matière d'application ?

Faire un plaidoyer auprès des OIP pour une meilleure implication dans la mise en œuvre de la Convention au niveau de chaque pays contractante à travers les représentations régionales et/ou nationales

H. Comment faire pour mieux lier l'application de la Convention de Ramsar au niveau national à celle d'autres accords multilatéraux sur l'environnement (AME), en particulier ceux du « groupe de la biodiversité » (Ramsar, Convention sur la diversité biologique (CDB), Convention sur les espèces migratrices (CMS), CITES et Convention du patrimoine mondial), et de la CCD et la CCNUCC ?

- meilleure prise en compte de la Convention Ramsar dans les projets des autres accords multilatéraux (Convention sur la Diversité Biologique, Convention cadre des nations Unies sur les Changements climatiques, Convention de lutte contre la Désertification, CMS, CITES, AEW, Convention d'Abidjan etc...)
- développer des synergies (mécanismes de concertation, formulation et mise en œuvre de projets, co-financement de projets...)

I. Comment faire pour mieux lier l'application de la Convention de Ramsar à celle des politiques/stratégies relatives à l'eau et d'autres stratégies dans le pays (p.ex. développement durable, énergie, industries extractives, réduction de la pauvreté, assainissement, sécurité alimentaire, biodiversité) ?

Prise en compte de la spécificité des zones humides dans toutes ces stratégies et politiques sectoriels mais des problèmes réels existent avec les industries extractives et le secteur de l'assainissement

J. La Partie contractante a-t-elle d'autres commentaires généraux à faire sur l'application de la Convention ?

Mobilisation de fonds et des OIP pour appuyer la réserve spéciale d'avifaune du Ndiaél à sortir du registre de Montreux

SECTION 3 : INDICATEURS & AUTRES INFORMATIONS SUR L'APPLICATION DE LA CONVENTION

Comment remplir cette section

1. Pour chaque indicateur (« ou question indicatrice », veuillez sélectionner une réponse dans le menu déroulant du champ jaune.
2. Si vous souhaitez apporter des informations supplémentaires sur un indicateur spécifique, veuillez les saisir dans un champ de « texte libre » au-dessous des indicateurs (sous forme de questions).
3. Si vous souhaitez modifier un texte saisi dans un champ vert de « texte libre », nous vous recommandons de couper et de coller le texte existant dans un fichier séparé, de faire les modifications puis de couper et de coller le texte révisé dans le champ vert.
4. Certains caractères utilisés dans le champ de « texte libre » empêchent la saisie automatique des données dans notre base de données destinée à faciliter le traitement et l'analyse des Rapports nationaux : nous vous demandons donc de ne pas utiliser les caractères « » , [], °°°° dans le champ de « texte libre ».
5. Pour aider les Parties contractantes à se référer à l'information pertinente fournie dans leur Rapport national à la COP10, pour chaque indicateur ci-dessous (le cas échéant) un renvoi aux indicateurs équivalents du MRN pour la COP10 est fourni, comme suit : {x.x.x}
6. Le cas échéant, un renvoi au Domaine de résultats clés (DRC) pertinent relatif aux Parties contractantes dans le Plan stratégique Ramsar 2009-2015 est également fourni.
7. Seuls les Stratégies et les DRC du Plan stratégique 2009-2015 assortis d'importantes mesures d'application pour les Parties figurent dans le présent Modèle de Rapport nationaux ; les éléments du Plan stratégique qui ne portent pas directement sur les Parties ont été omis.

OBJECTIF 1. L'UTILISATION RATIONNELLE DES ZONES HUMIDES

STRATÉGIE 1.1 Inventaire et évaluation des zones humides. Décrire, évaluer et surveiller l'étendue et l'état de tous les types de zones humides définis par la Convention de Ramsar ainsi que les ressources des zones humides, aux échelles pertinentes, afin d'éclairer et d'étayer l'application de la Convention, notamment l'application de ses dispositions relatives à l'utilisation rationnelle de toutes les zones humides.

1.1.1 Votre pays a-t-il un inventaire national complet de ses zones humides ? {1.1.1} DRC 1.1.i

A - Oui

1.1.1 Informations supplémentaires :

<p>1.1.2 Les données d'inventaire et informations sur les zones humides sont-elles tenues à jour et accessibles à tous les acteurs ? {1.1.2} DRC 1.1.ii</p>	<p>B - Non</p>
<p>1.1.2 Informations supplémentaires :</p>	

<p>1.1.3 Y a-t-il eu, dans votre pays, des changements généraux dans l'état* des zones humides au cours de la période triennale écoulée ? {1.1.3 & 1.1.4}</p> <p>a) Sites Ramsar b) zones humides en général</p> <p>Veillez préciser la nature des informations sur lesquelles se fonde votre réponse dans le champ vert de texte libre ci-dessous. S'il y a une différence entre l'état des zones humides intérieures et côtières, veuillez l'expliquer. Si vous le pouvez, veuillez préciser quel/s est/sont le/s principal/aux facteur/s de changement.</p> <p>* « état » signifie caractéristiques écologiques, conformément à la définition donnée par la Convention</p>	<p>P - Amélioration N - Détérioration</p>
<p>1.1.3 a) Informations supplémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - récupération de plans d'eau au PNOD par fauchage - ouverture des zones à tamaris pour l'hivernage des limicoles 	
<p>1.1.3 b) Informations supplémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - perte d'habitats dûs à l'urbanisation - forte pression agricole - péjoration climatiques 	

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 1.1 :

STRATÉGIE 1.3 Politique, législation et institutions. Élaborer et appliquer des politiques, législations et pratiques, y compris de croissance et développement des institutions appropriées, dans toutes les Parties contractantes pour garantir l'application efficace des dispositions d'utilisation rationnelle de la Convention.

<p>1.3.1 Une Politique nationale sur les zones humides (ou instrument équivalent) est-elle en place ? {1.2.1} DRC 1.3.i (si « Oui », indiquer le titre et la date de la politique en question dans le champ vert)</p>	<p>C - En préparation</p>
<p>1.3.1 Informations supplémentaires :</p>	
<p>1.3.2 La Politique nationale sur les zones humides (ou instrument équivalent) comprend-elle des cibles et actions du Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) ? {1.2.2}</p>	<p>A - Oui</p>

1.3.2 Informations supplémentaires :
Prise en compte dans les TDR de la Politique Nationale des Zones Humides (PNZH)

1.3.3 Des questions relatives aux zones humides ont-elles été prises en compte dans d'autres stratégies nationales et plans nationaux, y compris :

- a) stratégies d'éradication de la pauvreté
- b) plans de gestion des ressources en eau et d'économie de l'eau
- c) plans de gestion des ressources marine et côtières
- d) programmes forestiers nationaux
- e) stratégies nationales pour le développement durable
- f) politiques ou mesures nationales en matière d'agriculture
- g) stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique

{1.2.3} DRC 1.3.i

C - En partie
A - Oui
Z - Non applicable
C - En partie
C - En partie
B - Non
A - Oui

1.3.3 Informations supplémentaires :

1.3.4 Des pratiques d'évaluation environnementale stratégique sont-elles appliquées lors de l'examen des politiques, programmes et plans qui pourraient affecter les zones humides ? {1.2.5} DRC 1.3.ii

C - En partie

1.3.4 Informations supplémentaires :

1.3.5 Une étude d'impact sur l'environnement est-elle effectuée pour chaque nouveau projet (construction de bâtiments et de routes, extraction minière, etc.) susceptible d'affecter les zones humides ?

A - Oui

1.3.5 Informations supplémentaires :

1.3.6 A-t-on apporté des modifications à la législation existante pour refléter les engagements au titre de la Convention de Ramsar?

D - Prévu

1.3.6 Informations supplémentaires :

- Elaboration loi cadre sur la Biodiversité et les Aires Protégées en cours
- Révision en cours Code forestier, Code de la Chasse et de la Protection de la Faune et du Code de la Pêche maritime
- Elaboration d'une Loi sur le littoral en cours

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 1.3 :

STRATÉGIE 1.4 Reconnaissance intersectorielle des services fournis par les zones humides Améliorer la reconnaissance et la prise en compte, dans le processus décisionnel, de l'importance des zones humides pour la conservation de la biodiversité, l'approvisionnement en eau, la protection des littoraux, la gestion intégrée des zones côtières, la maîtrise des crues, l'atténuation des changements climatiques et/ou l'adaptation à ces changements, la sécurité alimentaire, l'éradication de la pauvreté, le tourisme, le patrimoine culturel et la recherche scientifique en élaborant et diffusant des méthodes pour réaliser l'utilisation rationnelle des zones humides.

1.4.1 Une évaluation des avantages/services écosystémiques fournis par les sites Ramsar a-t-elle été réalisée ? {1.3.1} DRC 1.4.ii

D - Prévu

1.4.1 Informations supplémentaires :

1.4.2 Des programmes et/ou projets pour l'utilisation rationnelle des zones humides contribuant aux objectifs de réduction de la pauvreté et/ou aux plans pour la sécurité alimentaire et de l'eau ont-ils été mis en œuvre ? {1.3.2} DRC 1.4.i

A - Oui

1.4.2 Informations supplémentaires :

1.4.3 Des mesures ont-elles été prises au niveau national pour appliquer les principes directeurs sur les valeurs culturelles des zones humides (Résolutions VIII.19 et IX.21) {1.3.4} DRC 1.4.iii

B - Non

1.4.3 Informations supplémentaires :

1.4.4 A-t-on tenu compte des valeurs socio-économiques et culturelles des zones humides dans les plans de gestion pour les sites Ramsar et autres zones humides ? {4.1.5} DRC 1.4.iii

A - Oui

1.4.4 Informations supplémentaires (si « Oui » ou « En partie », veuillez indiquer, si vous le savez, combien de sites Ramsar et leurs noms) : Parc National des Oiseaux du Djoudj, Réserve Spéciale de Faune de Guembeul et Parc National du Delta du Saloum

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 1.4 :

STRATÉGIE 1.5 Reconnaissance du rôle de la Convention Améliorer le profil de la Convention en mettant en évidence ses capacités en tant que mécanisme unique pour la gestion des écosystèmes de zones humides à tous les niveaux ; promouvoir l'utilité de la Convention en tant que mécanisme d'application possible pour remplir les objectifs et les buts d'autres processus et conventions de portée mondiale

<p>1.5.1 Avez-vous pris des mesures afin que vos correspondants nationaux pour d'autres organisations liées à l'environnement contribuent à l'application des mécanismes de mise en œuvre de la Convention de Ramsar? DRC 1.5.i</p>	<p>C - En partie</p>
<p>1.5.1 Informations supplémentaires :</p>	

<p>1.5.2 Avez-vous porté la « Déclaration de Changwon » (Résolution X.3) à l'attention :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. du Chef d'État b. du Parlement c. du secteur privé d. de la société civile 	<p>B - Non B - Non B - Non A - Oui</p>
<p>1.5.2 Informations supplémentaires :</p>	

<p>1.5.3 Vos délégations nationales se sont-elles servies de la « Déclaration de Changwon » pour définir leur position dans d'autres instances (telles que la Commission du développement durable des Nations Unies, des agences des Nations Unies, des accords multilatéraux sur l'environnement, et le Forum mondial de l'eau) ?</p>	<p>C - En partie</p>
<p>1.5.3 Informations supplémentaires :</p>	

<p>1.5.4 Avez-vous traduit et diffusé la « Déclaration de Changwon » dans les langues locales de votre pays ?</p>	<p>B - Non</p>
<p>1.5.4 Informations supplémentaires :</p>	

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 1.5 :

STRATÉGIE 1.6 Gestion scientifique des zones humides Promouvoir une application efficace du concept d'utilisation rationnelle en veillant à ce que les politiques nationales et plans de gestion des zones humides s'appuient sur les meilleures connaissances scientifiques disponibles, y compris les connaissances techniques et traditionnelles.

<p>1.6.1 Votre pays a-t-il entrepris des recherches pour étayer les politiques et plans relatifs aux zones humides concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. les interactions agriculture-zones humides b. les changements climatiques c. l'évaluation des services écosystémiques <p>DRC 1.6.i</p>	<p>A - Oui A - Oui D - Prévu</p>
---	--

1.6.1 Informations supplémentaires :

1.6.2 Tous les plans de gestion des zones humides reposent-ils sur des recherches scientifiques fiables, y compris concernant les menaces potentielles aux zones humides? DRC 1.6.ii

A - Oui

1.6.2 Informations supplémentaires :

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 1.6 :

STRATÉGIE 1.7 Gestion intégrée des ressources en eau Veiller à ce que les politiques et la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), appliquant une approche au niveau des écosystèmes, figurent dans les activités de planification de toutes les Parties contractantes et dans leurs processus décisionnels, notamment en ce qui concerne la gestion des eaux souterraines, la gestion des bassins versants/hydrographiques, l'aménagement du milieu marin et côtier et les activités d'atténuation des changements climatiques et/ou d'adaptation à ces changements.

1.7.1 Les orientations de la Convention relatives à l'eau (voir Résolution IX.1. Annexe C) ont-elles été utilisées/appliquées dans la prise de décisions relatives à la planification et à la gestion des ressources hydrologiques ? {1.4.1} DRC 1.7.i

C - En partie

1.7.1 Informations supplémentaires :

La recommandation du Sommet de Johannesburg sur le développement durable relative à l'élaboration par tous les pays d'un Plan d'Action de Gestion Intégrée des Ressources en Eau est une des priorités du gouvernement.

Fort de cette recommandation le Sénégal a engagé en janvier 2004 un processus participatif d'élaboration d'un Plan d'Action de Gestion Intégrée des Ressources en Eau parallèlement à celui de la définition d'un Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire (PEPAM) visant l'atteinte des OMD pour l'eau potable et l'assainissement.

Le PAGIRE dont l'élaboration a commencé par un diagnostic participatif de la gestion des ressources en eau est articulé autour des trois grands axes stratégiques que sont : (i) l'amélioration des connaissances et des moyens de gestions des ressources en eau, (ii) la création d'un environnement favorable à l'application de l'approche GIRE par des réformes légales, organisationnelles et politiques, (iii) l'amélioration de la communication l'information, l'éducation et la sensibilisation sur l'eau.

Sur la base de ces axes stratégiques, les mesures préconisées consistent, entre autres :

- à améliorer et à diffuser les connaissances sur l'état des ressources en eau, leur disponibilité et les besoins ;
- à garantir des financements durables pour la mobilisation, l'exploitation et la protection des ressources en eau ;
- à améliorer les performances des systèmes de protection et des gestions des risques liés à l'eau ;
- au développement et à l'application de mécanismes efficaces de coordination pour accroître l'efficacité de la gestion des ressources en eau et la participation effective des tous les acteurs au processus de prise de décision et de gestion ;
- à appliquer les principes de la GIRE dans les instruments politiques sectoriels et de gestion ;

Le programme d'actions prioritaires issu du PAGIRE est en cours de mise en œuvre depuis l'adoption du PAGIRE en décembre 2007.

1.7.2 Dans le cadre de ses activités de gouvernance et de gestion de l'eau, votre pays gère-t-il les zones humides en tant qu'infrastructure hydraulique naturelle intégrée à la gestion des ressources en eau à l'échelle des bassins versants ? DRC 1.7.ii

A - Oui

1.7.2 Informations supplémentaires :

- uniquement dans le Bassin arachidier du Sénégal dans le cadre de la mise en œuvre du PAGIRE .

1.7.3 Des outils et une expertise en matière de communication, éducation, sensibilisation et participation (CESP) ont-ils été intégrés dans la planification et la gestion des bassins versants/hydrographiques ? (Voir Résolution X.19) ? {1.4.2}

C - En partie

1.7.3 Informations supplémentaires :

Partenariat entre WIA et l'OMVS pour un programme de sensibilisation, à la gestion du fleuve Sénégal lié à la problématique de petits barrages pour l'irrigation

1.7.4 Les orientations de la Convention sur la gestion des zones humides et des zones côtières (Annexe à la Résolution VIII.4) ont-elles été utilisées/appliquées à la planification et la prise de décision relatives à la Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) ? {1.4.3}

C - En partie

1.7.4 Informations supplémentaires :

1.7.5 Votre pays a-t-il établi des politiques ou des lignes directrices nationales renforçant le rôle des zones humides dans l'atténuation des changements climatiques et/ou l'adaptation à ces changements ? DRC 1.7.iii

C - En partie

1.7.5 Informations supplémentaires :

Le Sénégal a élaboré son PANA (Plan National pour l'Adaptation aux changements climatiques) depuis 2006. Il prend en compte notamment la vulnérabilité des ressources en eau et la vulnérabilité de la zone côtière en se fondant sur une caractérisation suivant les 7 zones agroécologiques du pays.

1.7.6 Votre pays a-t-il élaboré des plans visant à soutenir et renforcer le rôle des zones humides et de l'eau dans l'appui de systèmes agricoles viables et le maintien de ces systèmes? DRC 1.7.v

C - En partie

1.7.6 Informations supplémentaires :

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 1.7 :

STRATÉGIE 1.8 La restauration des zones humides Identifier les zones humides et systèmes de zones humides prioritaires auxquels des travaux de restauration ou de remise en état seraient bénéfiques et apporteraient des avantages à long terme aux niveaux environnemental, social ou économique et appliquer les mesures nécessaires pour restaurer ces sites et systèmes.

1.8.1 Votre pays a-t-il identifié des sites à restaurer en priorité ? {1.5.1} DRC 1.8.i

D - Prévu

1.8.1 Informations supplémentaires :

1.8.2 Des programmes ou projets de restauration/remise en état de zones humides ont-ils été mis en œuvre ? {1.5.1} DRC 1.8.i

A - Oui

1.8.2 Informations supplémentaires :

1.8.3 Les orientations de la Convention sur la restauration des zones humides (Annexe à la Résolution VIII.16) ou des orientations équivalentes ont-elles été utilisées/appliquées pour concevoir et mettre en œuvre des programmes ou projets de restauration/remise en état ? {1.5.2}

B - Non

1.8.3 Informations supplémentaires :

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 1.8 :

STRATÉGIE 1.9 Espèces exotiques envahissantes Encourager les Parties contractantes à élaborer un inventaire national des espèces exotiques envahissantes qui ont d'ores et déjà et/ou pourraient avoir des incidences sur les caractéristiques écologiques des zones humides, en particulier des sites Ramsar, et veiller à l'instauration d'un appui mutuel entre l'inventaire national et le Registre mondial de l'UICN sur les espèces envahissantes (GRIS); élaborer des orientations et promouvoir des procédures et des actions pour empêcher ces espèces de pénétrer dans les systèmes de zones humides, pour les contrôler ou pour les éradiquer.

1.9.1 Votre pays dispose-t-il d'un inventaire national complet des espèces exotiques envahissantes qui portent ou pourraient porter préjudice aux caractéristiques écologiques des zones humides ? DRC 1.9.i

C - En partie

1.9.1 Informations supplémentaires :

1.9.2 Des politiques nationales ou des lignes directrices relatives au contrôle et à la gestion des espèces envahissantes sont-elles en place pour les zones humides ? {1.6.1} DRC 1.9.iii

C - En partie

1.9.2 Informations supplémentaires :

L'objectif sectoriel du projet de gestion intégrée des adventices aquatiques proliférantes en Afrique de l'ouest (GIVAQUE), est de contribuer à la lutte contre la prolifération des plantes aquatiques sur quatre réseaux fluviaux communs à plusieurs États en Afrique de l'Ouest (CEDEAO et Mauritanie) et à la réduction au minimum des effets résiduels de cette prolifération végétale avec une phase pilote de 6 ans (21 juin 2005 et 31 décembre 2011).

Il est composé de trois volets :

- A) la gestion intégrée des adventices aquatiques proliférantes ;
- B) le renforcement des capacités dans ce domaine ;
- C) les unités de coordination du projet.

La zone d'intervention de la composante sénégalaise est située au niveau du delta du fleuve Sénégal, plus précisément entre le barrage de Diama et l'ouvrage du Crocodile localisé au nord du Parc National des Oiseaux du Djoudj (PNOD). Cette zone est découpée en cinq (05) sites regroupant treize villages de la Communauté rurale de Diama et cinq (05) points stratégiques d'intérêt socioéconomique et environnemental.

Le projet a obtenu les résultats suivants:

- L'enlèvement mécanique réparti sur une superficie de 60 ha a été entièrement réalisé. A cela s'ajoute environ plus de 4 ha dans le cadre d'un avenant. Les travaux ont été provisoirement réceptionnés.

Les travaux d'enlèvement manuel sont réalisés par les populations organisées au sein de 5 comités inter villageois dotés de barques motorisées, d'outils manuels et d'équipements de protection pour cette activité.

- La lutte biologique devait être réalisée par le biais de la reproduction et du lâcher d'agents biologiques dans les zones infestées préalablement identifiées en collaboration avec la Direction de la Protection des Végétaux sur financement du don géré par la Coordination Régionale basée à la CEDEAO.

- Les activités de sensibilisation, d'organisation et de formation des populations ont été menées à travers l'intervention régulière de l'UCN en partenariat avec les services techniques impliqués dans la mise en œuvre du projet (Direction Régionale de l'Hydraulique, Inspection Régionale des Eaux et forêts, le Service Régional des Pêches et de la Surveillance et le District sanitaire de Richard Toll).

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 1.9 :

STRATÉGIE 1.10 Secteur privé *Promouvoir la participation du secteur privé à la conservation et à l'utilisation rationnelle des zones humides.*

<p>1.10.1 Le secteur privé est-il encouragé à appliquer, dans les activités et investissements touchant les zones humides, les principes et orientations relatifs à l'utilisation rationnelle (Manuels Ramsar pour l'utilisation rationnelle des zones humides) ? {4.2.1} DRC 1.10.i</p>	<p>B - Non</p>
<p>1.10.1 Informations supplémentaires :</p>	

<p>1.10.2 Le secteur privé a-t-il entrepris des activités ou pris des mesures relatives à l'utilisation rationnelle et la gestion :</p> <p>a. des zones humides en général</p> <p>b. des sites Ramsar</p> <p>DRC 1.10.ii</p>	<p>B - Non</p> <p>B - Non</p>
<p>1.10.2 Informations supplémentaires :</p>	

<p>1.10.3 Du matériel de sensibilisation a-t-il été publié pour permettre au consommateur de faire des choix respectant les zones humides ? DRC 1.10.iii</p>	<p>A - Oui</p>
<p>1.10.3 Informations supplémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Des brochures sur les lamantins de l'Afrique de l'Ouest, la préservation de la biodiversité et la conservation des zones humides, -Un film documentaire sur les lamantins d'Afrique 	

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 1.10 :

STRATÉGIE 1.11 Mesures d'incitation *Promouvoir des mesures d'incitation qui encouragent l'application des dispositions d'utilisation rationnelle de la Convention.*

<p>1.11.1 A-t-on pris des dispositions pour mettre en œuvre les mesures d'incitation encourageant la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides ? {4.3.1} DRC 1.11.i</p>	<p>D - Prévu</p>
<p>1.11.1 Informations supplémentaires :</p> <p>Cet aspect est pris en compte dans les Plans de gestion des sites</p>	

<p>1.11.2 Des mesures sont-elles en place pour supprimer les incitations perverses qui découragent la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides ? {4.3.2} DRC 1.11.i</p>	<p>A - Oui</p>
<p>1.11.2 Informations supplémentaires :</p>	

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 1.11 :

OBJECTIF 2. LES ZONES HUMIDES D'IMPORTANCE INTERNATIONALE

Note. Le présent Modèle de Rapport national pour la COP11 comporte une Annexe facultative (la Section 4) afin de permettre aux Parties contractantes qui le souhaitent de fournir séparément des informations supplémentaires pour une ou plusieurs de leur zones humides d'importance internationale (sites Ramsar).

STRATÉGIE 2.1 Inscription de sites Ramsar *Appliquer le Cadre stratégique et lignes directrices pour orienter l'évolution de la Liste des zones humides d'importance internationale (Manuel 14, 3e édition).*

2.1.1 Une stratégie nationale et des priorités ont-elles été établies en vue de l'inscription de nouveaux sites Ramsar à l'aide du Cadre stratégique pour la Liste de Ramsar ? {2.1.1} DRC 2.1.i	D - Prévu
2.1.1 Informations supplémentaires :	
2.1.2 Toutes les mises à jour requises de la Fiche descriptive sur les sites Ramsar ont-elles été communiquées au Secrétariat Ramsar ? {2.2.1} DRC 2.1.ii	B - Non
2.1.2 Informations supplémentaires :	
2.1.3 Combien de sites Ramsar dont l'inscription a été soumise par votre pays au Secrétariat n'ont-ils pas encore été inscrits sur la Liste des zones humides d'importance internationale ? DRC 2.1.iii	0 sites
2.1.3 Informations supplémentaires :	
2.1.4 Si d'autres inscriptions de sites Ramsar sont prévues pour la prochaine période triennale (2012-2015), veuillez indiquer le nombre de sites concernés (sinon, indiquez 0) DRC 2.1.iii	2 sites
2.1.4 Informations supplémentaires (veuillez indiquer l'année d'inscription prévue) :	

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 2.1 :

STRATÉGIE 2.2 Information sur les sites Ramsar *Faire en sorte que le Service d'information sur les sites Ramsar, ... soit accessible et amélioré en tant qu'outil d'orientation sur l'inscription future de sites sur la Liste des zones humides d'importance internationale ainsi que pour la recherche et l'évaluation et qu'il soit géré efficacement par le Secrétariat.*

2.2.1 Le Service d'information sur les sites Ramsar et ses outils sont-ils utilisés pour l'identification de nouveaux sites Ramsar à inscrire ? {2.2.2} DRC 2.2.ii	A - Oui
--	---------

2.2.1 Informations supplémentaires :

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 2.2 :

STRATÉGIE 2.3 Plans de gestion – nouveaux sites Ramsar *Tout en reconnaissant que l'inscription de sites Ramsar peut stimuler l'élaboration de plans de gestion efficaces des sites, encourager de manière générale l'idée selon laquelle tous les nouveaux sites Ramsar devraient avoir des plans de gestion efficaces en place avant d'être inscrits et disposer des ressources nécessaires pour appliquer ces plans de gestion.*

2.3.1 Des processus de planification de la gestion adéquats sont-ils en place pour tous les nouveaux sites dont l'inscription est en préparation (2.1.2 ci-dessus) ? DRC 2.3.i

C - Quelques sites

2.3.1 Informations supplémentaires :

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 2.3 :

STRATÉGIE 2.4 Caractéristiques écologiques des sites Ramsar *Maintenir les caractéristiques écologiques de tous les sites inscrits sur la Liste de Ramsar au moyen de la planification et de la gestion*

2.4.1 Combien de sites Ramsar disposent-ils d'un plan de gestion ? {2.3.2} DRC 2.4.i

4 sites

2.4.2 Dans combien de sites Ramsar pour lesquels un plan de gestion a été élaboré, ledit plan est-il appliqué ? DRC 2.4.i

4 sites

2.4.3 Dans combien de sites Ramsar un plan de gestion est-il en préparation ? DRC 2.4.i

0 sites

2.4.4 Dans combien de sites Ramsar disposant d'un plan de gestion, ledit plan est-il en révision ou mis à jour ? DRC 2.4.i

4 sites

2.4.1 – 2.4.4 Informations supplémentaires :

2.4.5 Le maintien des caractéristiques écologiques figure-t-il parmi les objectifs de gestion des plans de gestion des sites Ramsar ? DRC 2.4.ii

A - Oui

2.4.5 Informations supplémentaires :

2.4.6 Dans combien de sites un comité de gestion intersectoriel est-il en place ? {2.3.3} DRC 2.4.iv

4 sites

2.4.6 Informations supplémentaires : [Si au moins « 1 site », veuillez indiquer le nom du (des) site(s)]

2.4.7 Pour combien de sites a-t-on préparé un descriptif des caractéristiques écologiques ? DRC 2.4.v

4 sites

2.4.7 Informations supplémentaires : [Si au moins « 1 site », veuillez indiquer le nom et le numéro officiel du (des) sites(s)] :

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 2.4 :

STRATÉGIE 2.5 Efficacité de la gestion des sites Ramsar *Examiner tous les sites actuellement inscrits sur la Liste de Ramsar afin d'établir l'efficacité des dispositions de gestion, conformément au «Cadre stratégique et lignes directrices pour orienter l'évolution de la Liste des zones humides d'importance internationale».*

2.5.1 Une évaluation de l'efficacité de la gestion des sites Ramsar a-t-elle eu lieu ? {2.3.4} DRC 2.5.i

A - Oui

2.5.1 Informations supplémentaires : (Si « Oui » ou « Quelques sites », veuillez indiquer l'année d'évaluation, ainsi que où et à qui s'adresser pour obtenir l'information) :

L'outil Banque Mondiale/WWF a été utilisé en 2010 sur 10 zones humides dont 4 sites Ramsar dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Gestion Intégré des Ressources Marines et Côtées (GIRMaC) composante Conservation des habitats et espèces critiques de même que l'outil RAPPAM pour les mêmes sites à l'exception de la Réserve Spéciale d'Avifaune du Ndié. Contact : M. Mamadou KONATE, Expert Biodiversité programme GIRMaC, courriel : doudoukonate@gmail.com, tél: +221 911 09 17

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 2.5 :

STRATÉGIE 2.6 État des sites Ramsar *Surveiller l'état des sites Ramsar et remédier aux changements négatifs dans leurs caractéristiques écologiques, aviser le Secrétariat Ramsar des changements survenus dans des sites Ramsar et appliquer, au besoin, le Registre de Montreux ainsi que la Mission consultative Ramsar comme outils permettant de résoudre ces problèmes*

2.6.1 Des dispositions ont-elles été prises pour que l'Autorité administrative soit informée des changements ou changements négatifs possibles induits par l'homme dans les caractéristiques écologiques des sites Ramsar, conformément à l'Article 3.2 ? {2.4.1} DRC 2.6.i	A - Oui
2.6.1 Informations supplémentaires : [Si « Oui » ou « Quelques sites », veuillez décrire brièvement le(s) mécanisme(s) établi(s)] :	

2.6.2 Tous les cas de changements ou changements négatifs possibles induits par l'homme dans les caractéristiques écologiques des sites Ramsar ont-ils été rapportés au Secrétariat Ramsar, conformément à l'Article 3.2 ? {2.4.2} DRC 2.6.i	C - Dans certains cas
2.6.2 Informations supplémentaires : (Si « Oui » ou « Quelques sites », veuillez indiquer pour quels sites Ramsar des rapports au titre de l'Article 3.2 ont été communiqués par l'Autorité administrative au Secrétariat, et pour quels sites ces rapports sur des changements ou changements possibles n'ont pas encore été faits) : Réserve d'avifaune du Ndiaél	

2.6.3 Le cas échéant, des mesures ont-elles été prises pour remédier aux problèmes pour lesquels des sites Ramsar ont été inscrits au Registre de Montreux, y compris une demande de Mission consultative Ramsar ? {2.4.3} DRC 2.6.ii	A - Oui
2.6.3 Informations supplémentaires : (Si « Oui », veuillez indiquer les mesures prises) : une mission consultative Ramsar n' avait pas été demandée	

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 2.6 :

STRATÉGIE 2.7 Gestion d'autres zones humides d'importance internationale *Gérer de manière adéquate et veiller à l'utilisation rationnelle des zones humides d'importance internationale qui ne sont pas encore officiellement inscrites sur la Liste de Ramsar mais qui ont été jugées aptes à y figurer à l'issue de l'application, au niveau national, du Cadre stratégique ou de son équivalent.*

2.7.1 Les caractéristiques écologiques de zones humides d'importance internationale qui ne sont pas encore inscrites sur la Liste de Ramsar ont-elles été maintenues ? DRC 2.7.i	C - Quelques sites
--	--------------------

2.7.1 Informations supplémentaires :

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 2.7 :

OBJECTIF 3. LA COOPERATION INTERNATIONALE

STRATÉGIE 3.1 Synergies et partenariats avec les AME et les OIG *Collaborer en partenariat avec des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) internationaux et régionaux et autres organismes intergouvernementaux (OIG).*

3.1.1 Y a-t-il des mécanismes en place au niveau national pour assurer la collaboration entre l'Autorité administrative Ramsar et les correspondants d'autres accords multilatéraux sur l'environnement (AME) ? {3.1.1} DRC 3.1.i & 3.1.ii

D - Prévu

3.1.1 Informations supplémentaires :

3.1.2 Les correspondants nationaux d'autres AME sont-ils invités à participer aux réunions du Comité national Ramsar/pour les zones humides ? {3.1.2} DRC 3.1.i & 3.1.iv

B - Non

3.1.2 Informations supplémentaires : Le Comité National Ramsar n'est pas encore en place. Le Comité de pilotage qui a validé les Tdr et qui est chargé de conduire le processus de validation de la Politique Nationale des Zones Humides va se muter en Comité national Ramsar dont le mandat, la composition et les modalités de fonctionnement seront précisés par arrêté du Ministre en charge de l'environnement.

3.1.3 Y a-t-il des mécanismes en place au niveau national pour assurer la collaboration entre l'Autorité administrative Ramsar et les correspondants des Nations Unies et de ses organismes et institutions mondiaux et régionaux (par ex., PNUE, PNUD, OMS, FAO, CEE-ONU, OIBT) ? DRC 3.1.iv

C - En partie

3.1.3 Informations supplémentaires :

3.1.4 [Pour les Parties contractantes africaines seulement] La Partie contractante a-t-elle participé à l'application du programme pour les zones humides sous l'égide du NEPAD ? {3.1.3} DRC 3.1.iii

B - Non

3.1.4 Informations supplémentaires :

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 3.1 :

STRATÉGIE 3.2 Initiatives régionales *Soutenir les initiatives régionales existantes dans le cadre de la Convention et promouvoir des initiatives supplémentaires.*

<p>3.2.1 La Partie contractante a-t-elle participé à l'élaboration d'une initiative régionale dans le cadre de la Convention ? {2.6.1} DRC 3.2.i</p>	<p>A - Oui</p>
<p>3.2.1 Informations supplémentaires : (Si « Oui » ou « Prévu », veuillez indiquer le(s) nom(s) de l'initiative (des initiatives) régionale(s) et ceux des pays qui collaborent à chaque initiative) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réunion régionale comme celle prévue au Burkina Faso du 03 au 08 Octobre 2011 - WACOWET qui regroupe le Benin, le Sénégal, la Guinée Bissau, la Côte d'Ivoire, le Nigéria 	

<p>3.2.2 Votre pays a-t-il fourni un appui à des centres régionaux (c.-à-d. couvrant plus d'un pays) de formation et de recherche sur les zones humides ou participé aux activités de tels centres ? {4.10.1}</p>	<p>A - Oui</p>
<p>3.2.2 Informations supplémentaires : [Si « Oui », veuillez indiquer le(s) nom(s) du/des centre(s)] :</p> <p>Station Biologique du Parc National des Oiseaux du Djoudj et celle du Parc National du Delta Saloum</p>	

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 3.2 :

STRATÉGIE 3.3 Assistance internationale *Promouvoir l'assistance internationale pour soutenir la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides tout en veillant à l'intégration de sauvegardes environnementales et d'évaluations dans tous les projets de développement qui touchent les zones humides, y compris les projets d'investissement étrangers et nationaux.*

<p>3.3.1 [Pour les Parties contractantes qui ont des organismes d'aide au développement, uniquement («pays donateurs»)] Un appui financier a-t-il été fourni par l'organisme d'aide au développement pour la conservation et la gestion des zones humides dans d'autres pays ? {4.5.1} DRC 3.3.i</p>	<p>Z - Non applicable</p>
<p>3.3.1 Informations supplémentaires : (Si « Oui », veuillez indiquer les pays qui ont obtenu un appui depuis la COP10) :</p>	

<p>3.3.2 [Pour les Parties contractantes qui ont des organismes d'aide au développement, uniquement (« pays donateurs »)] : des clauses de sauvegarde et des études d'impact sur l'environnement ont-elles été intégrées dans les projets de développement proposés par votre organisme d'aide au développement ? DRC 3.3.ii</p>	<p>Z - Non applicable</p>
<p>3.3.2 Informations supplémentaires :</p>	

<p>3.3.3 [Pour les Parties contractantes qui reçoivent une aide au développement, uniquement («pays bénéficiaires»)] Un appui financier a-t-il été obtenu auprès d'organismes d'aide au développement, spécifiquement pour la conservation et la gestion des zones humides dans votre pays ? {4.5.2}</p>	<p>A - Oui</p>
<p>3.3.3 Informations supplémentaires : (Si « Oui », veuillez indiquer de quels pays/organismes depuis la COP10) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Royaume des Pays-Bas qui finance le secteur de l'environnement en général et assure le financement de l'élaboration de la PNZH - Banque Mondiale et FEM à travers le Programme GIRMaC pour l'élaboration des plans de gestion et le financement de la mise en oeuvre d'une partie de ces plans 	

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 3.3 :

STRATÉGIE 3.4 Échange de l'information et de l'expertise *Promouvoir l'échange d'expertise et d'information concernant la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides.*

<p>3.4.1 Des réseaux, y compris des accords de jumelage, ont-ils été établis, au niveau national ou international, pour échanger les connaissances et pour la formation relative aux zones humides qui ont des caractéristiques en commun ? {3.2.1}</p>	<p>A - Oui</p>
<p>3.4.1 Informations supplémentaires : (Si « Oui » ou «En partie», veuillez indiquer les réseaux et zones humides concernés) : Parc National des Oiseaux du Djoudj et le Parc National du Diawling, la Réserve Spéciale de Faune de Guembeul et la Réserve Spéciale Avifaune du Ndiaél entre le Sénégal et la Mauritanie d'une part et entre le Parc National du Delta du Saloum et le Nuimi National Park entre le Sénégal et la Gambie d'autre part</p>	
<p>3.4.2 Des informations sur les zones humides et/ou sites Ramsar de votre pays et sur leur état ont-elles été mises à la disposition du public (p.ex. par des publications ou via un site Web) ? {3.2.2}</p>	<p>A - Oui</p>

3.4.2 Informations supplémentaires :

Revue de la Direction des Parcs Nationaux dénommé Kaduk Paryi (mot wolof signifiant la parole ou la voix des Parcs Nationaux) est édité et publié tous les trois mois depuis Mars 2008 et distribué gratuitement à l'ensemble des parties prenantes ainsi qu'aux partenaires sur financement de la Composante Ecosystèmes du Programme GIRMaC

3.4.3 Des informations sur les zones humides et/ou sites Ramsar de votre pays et sur leur état ont-elles été mises à la disposition du Secrétariat Ramsar pour diffusion ? DRC 3.4.ii

A - Oui

3.4.3 Informations supplémentaires :

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 3.4 :

STRATÉGIE 3.5 Zones humides, bassins hydrographiques et espèces migratrices partagés

Promouvoir l'inventaire et la coopération pour la gestion des zones humides et des bassins hydrographiques, y compris le suivi et la gestion en coopération d'espèces dépendant de zones humides.

3.5.1 Tous les systèmes de zones humides transfrontaliers/partagés ont-ils été identifiés ? {2.5.1} DRC 3.5.i

A - Oui

3.5.1 Informations supplémentaires :

3.5.2 Une cogestion efficace est-elle en place pour des systèmes de zones humides partagés (par exemple, bassins hydrographiques et zones côtières partagés) ? {2.5.2} DRC 3.5.ii

A - Oui

3.5.2 Informations supplémentaires : (Si « Oui » ou « En partie », veuillez indiquer pour quels systèmes de zones humides un tel régime de gestion est en place) :

- entre le Parc National des Oiseaux du Djoudj au Sénégal et le Parc National du Diawling en Mauritanie dans le cadre de la Réserve de Biosphère Transfrontière du delta du Fleuve Sénégal
- et entre le Nuimi National Park en Gambie et le Parc National du delta du Saloum au Sénégal à travers le site Ramsar transfrontière Nuimi-Saloum d'une part et d'autre dans le cadre de la création de la Réserve de Biosphère Nuimi-Saloum

3.5.3 Votre pays participe-t-il à des initiatives ou des réseaux régionaux pour des espèces migratrices dépendant des zones humides ? DRC 3.5.iii

A - Oui

3.5.3 Informations supplémentaires :

- WACOWET qui regroupe le Sénégal, la Guinée Bissau, le Benin, la Côte d'Ivoire et le Nigéria
- URTOMA (Unité régie de conservation des tortues marines sur la côte atlantique de l' Afrique) basé à Dakar et découlant d'un mémorandum d'entente signé lors de la MOP 3 AEWA en 2005 dans le cadre de la CMS(Convention sur les espèces migratrices)

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 3.5 :

OBJECTIF 4. CAPACITE D'APPLICATION

STRATÉGIE 4.1 CESP Le cas échéant, soutenir et aider à appliquer, à tous les niveaux, le Programme de la Convention en matière de communication, éducation, sensibilisation et participation (Résolution X.8) pour promouvoir la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par la communication, l'éducation, la sensibilisation et la participation (CESP) et collaborer afin de mieux faire connaître les objectifs, mécanismes et résultats clés de la Convention.

4.1.1 Un plan ou des plans d'action ont-ils été élaborés pour la CESP relative aux zones humides ? {4.4.2} DRC 4.1.i

- a) Au niveau national
- b) Au niveau infranational
- c) Au niveau du bassin versant/hydrographique
- d) Au niveau local/du site

(Même si un Plan d'action de CESP n'a pas encore été élaboré, si les objectifs généraux de CESP pour des actions dans ce domaine ont été établis, veuillez l'indiquer dans la section Informations supplémentaires, ci-dessous)

B - Non
D - Prévu
B - Non
A - Oui

4.1.1 Informations supplémentaires : (Si vous avez répondu par « Oui » ou « En progrès » à l'une des quatre questions ci-dessus, veuillez décrire le mécanisme, et préciser s'il a été établi avec la participation de correspondants nationaux pour la CESP) :

4.1.2 Combien de centres d'éducation ont été établis dans des sites Ramsar et autres zones humides ? {4.4.6} DRC 4.1.ii

3 centres

4.1.2 Informations supplémentaires : [Si ces centres font partie d'un réseau national ou international, veuillez décrire le(s) réseau(x)] :

3 centres ont pu être soutenus au niveau site à savoir la Station biologique du Parc National du Delta Saloum, la Station Biologique du Parc National des Oiseaux du Djoudj et le bureau information des Parcs du nord basé à Saint-Louis du Sénégal. Des sessions de formation sont souvent organisées au niveau de ces centres avec la participation des ressortissants de la sous-région en particulier ceux de la Gambie et de la Mauritanie.

<p>4.1.3 La Partie contractante :</p> <p>a) Encourage-t-elle la participation du public au processus décisionnel concernant la planification et la gestion des zones humides ?</p> <p>b) Encourage-t-elle en particulier la participation des acteurs au choix de nouveaux sites Ramsar et à la gestion des sites Ramsar ?</p> <p>{4.1.3} DRC 4.1.iii</p>	<p>A - Oui</p> <p>A - Oui</p>
<p>4.1.3 Informations supplémentaires : (Si « Oui » ou « En partie », veuillez donner des précisions sur la participation des communautés locales) :</p> <p>une intégration des communautés dans la mise en oeuvre des plans de gestion des sites a permis à ces dernières d'être parties intégrantes du processus de capitalisation/capacitation et compte tenu des bénéfices qu'elles en tirent</p>	
<p>4.1.4 Une évaluation des besoins nationaux et locaux de formation en matière d'application de la Convention a-t-elle été réalisée ? {4.10.2} DRC 4.1.iv & 4.1.viii</p>	<p>C - En partie</p>
<p>4.1.4 Informations supplémentaires :</p> <p>Ces dernières années, une analyse des besoins du Ministère en charge des zones humides à travers la Direction des Parcs Nationaux a été faite ce qui a permis de former des formateurs sur des thématiques différentes pour permettre à ces derniers d'organiser et de dérouler des sessions de formations en collaboration avec WIA et le Programme GIRMaC</p>	
<p>4.1.5 Combien de possibilités de formation ont-elles été offertes aux gestionnaires de zones humides depuis la COP10 ? {4.10.3} DRC 4.1.iv</p>	<p>10 possibilités</p>
<p>4.1.5 Informations supplémentaires : (y compris sur l'utilisation des Manuels Ramsar pour l'utilisation rationnelle dans le cadre de la formation) :</p> <p>Le Manuel en tant que tel n'a pas été utilisé mais le contenu a beaucoup aidé concernant surtout la compréhension des lignes directrices sur les plans de gestion et autres.</p>	
<p>4.1.6 Un Comité national Ramsar/sur les zones humides intersectoriel (ou un organe équivalent) est-il en place et opérationnel ? {4.8.2}</p>	<p>D - Prévu</p>
<p>4.1.6 Informations supplémentaires : (Si « Oui », veuillez décrire brièvement a) sa composition ; b) la fréquence des réunions ; et c) les attributions du Comité) :</p> <p>Il est prévu la mise en place d'un Comité national Ramsar dans le cadre du processus d'élaboration de la PNZH. A cet effet, le Comité de pilotage sera transformé en Comité national Ramsar avec l'implication des autres parties prenantes issues des comités zonaux et/ou régionaux qui seront mis en place.</p>	

<p>4.1.7 D'autres mécanismes de communication sont-ils en place (à part le Comité national) pour diffuser les lignes directrices relatives à la mise en œuvre et d'autres informations entre l'Autorité administrative Ramsar et</p> <p>a. Les gestionnaires de sites Ramsar ?</p> <p>b. Les correspondants nationaux des autres AME ?</p> <p>c. Les ministères, services et organismes compétents ?</p> <p>{4.4.3} DRC 4.1.vi</p>	<p>A - Oui</p> <p>C - En partie</p> <p>C - En partie</p>
--	--

4.1.7 Informations supplémentaires : (Si « Oui ou « En partie », veuillez décrire les types de mécanismes en place) :

C'est le cas par exemple avec le volet GIRE où cette question est prise en charge par la Direction de gestion et de la Planification des ressources en Eau à travers l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan d'action national GIRE avec notamment la mise en place d'un Comité national de pilotage du PAGIRE et d'un Comité de suivi des activités du projet

<p>4.1.8 Y a-t-il eu des activités pour la Journée mondiale des zones humides, organisées soit par le gouvernement, soit par des ONG, dans votre pays depuis la COP10 ?</p> <p>{4.4.5}</p>	<p>A - Oui</p>
--	----------------

4.1.8 Informations supplémentaires :

les JMZH ont été régulièrement organisé par le gouvernement à travers l'autorité administrative Ramsar (Direction des Parcs Nationaux) en partenariat avec Wetlands International Afrique

<p>4.1.9 Des campagnes, programmes et projets nationaux, autres que pour la Journée mondiale des zones humides, ont-ils été menés pour sensibiliser les communautés aux avantages/services écosystémiques fournis par les zones humides depuis la COP10? {4.4.4}</p>	<p>A - Oui</p>
--	----------------

4.1.9 Informations supplémentaires : (y compris si un appui a été fourni pour la réalisation de ces activités et d'autres activités de CESP par d'autres organisations) :

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 4.1 : dans le cadre de la journée mondiale des oiseaux migrateurs parrainée par l'AEWA

STRATÉGIE 4.2 Capacité de financement de la Convention *Fournir les ressources financières nécessaires pour la gouvernance, les mécanismes et les programmes de la Convention en vue de répondre aux attentes de la Conférence des Parties contractantes ; dans la limite des ressources disponibles et en utilisant efficacement ces ressources, explorer et faciliter des options et mécanismes de mobilisation de ressources nouvelles et additionnelles pour l'application de la Convention.*

<p>4.2.1 a) Pour 2009, 2010 et 2011 les contributions à la Convention de Ramsar ont-elles été versées intégralement ? {4.6.1} DRC 4.2.i</p>	<p>A - Oui</p>
<p>b) Si « Non » à la question 4.2.1 a), veuillez préciser les mesures prises pour garantir un prompt versement à l'avenir :</p>	

<p>4.2.2 Un appui financier additionnel a-t-il été fourni au moyen de contributions volontaires au Fonds Ramsar de petites subventions ou à d'autres activités de la Convention ne bénéficiant pas d'un financement du budget central? {4.6.2} DRC 4.2.i</p>	<p>B - Non</p>
<p>4.2.2 Informations supplémentaires : (Si « Oui », veuillez préciser les montants et à quelles activités) :</p>	

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 4.2 :

STRATÉGIE 4.3 Efficacité des organes de la Convention *Veiller à ce que la Conférence des Parties contractantes, le Comité permanent, le Groupe d'évaluation scientifique et technique et le Secrétariat fonctionnent avec une très haute efficacité pour soutenir l'application de la Convention.*

<p>4.3.1 La Partie contractante a-t-elle utilisé ses Rapports nationaux Ramsar précédents pour effectuer le suivi de son application de la Convention ? {4.7.1} DRC 4.3.ii []</p>	<p>A - Oui</p>
<p>4.3.1 Informations supplémentaires (Si « Oui », veuillez indiquer comment les Rapports ont été utilisés pour effectuer le suivi) : Concernant certains indicateurs, l'analyse a porté sur la fiabilité et la pertinence de certaines réponses contenues dans le Rapport de la COP 10 mais aussi des facteurs de changement</p>	

<p>4.3.2 Le Secrétariat a-t-il été tenu au courant de toute désignation ou changement dans les correspondants des Autorités administratives et contacts quotidiens (y compris correspondants nationaux pour la CESP et le GEST) ? DRC 4.3.i</p>	<p>C - En partie</p>
<p>4.3.2 Informations supplémentaires : à l'exception du changement du Correspondant National non gouvernemental pour le CESP en l'occurrence Mme Marième NDOUR par Mme Fatima SOW , chargé de programmes Communication et Médias de Wetlands International Afrique</p>	

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 4.3 :

STRATÉGIE 4.4 Collaborer avec les OIP, entre autres Porter à leur maximum les avantages de la collaboration avec les Organisations internationales partenaires de la Convention (OIP) et autres.

* Les OIP sont : BirdLife International, International Water Management Institute (IWMI), l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature, Wetlands International et le WWF International.

4.4.1 Votre pays a-t-il reçu une assistance d'une ou de plusieurs OIP* de la Convention pour ses activités d'application de la Convention ? {4.9.1} DRC 4.4.iii

A - Oui

4.4.1 Informations supplémentaires (Si « Oui », veuillez donner le(s) nom(s) de l'OIP (des OIP) et le type d'assistance fournie) : WIA, WWF, UICN en appui au financement du Dénombrement International des Oiseaux d'Eau (DIOE) qui prend en compte le renforcement des capacités, l'opération de décompte et par des appuis ponctuels. Aussi, des protocoles sont envisagés avec ces OIP pour prendre en charge certaines problématiques de la gestion des zones humides et du littoral.

4.4.2 Votre pays a-t-il fourni une assistance à une ou plusieurs OIP de la Convention ? {4.9.2} DRC 4.4.iii

A - Oui

4.4.2 Informations supplémentaires (Si « Oui », veuillez donner le(s) nom(s) de l'OIP (des OIP) et le type d'assistance fournie) :

Wetlands International, l'UICN et le WWF sont des partenaires stratégiques de la Direction des Parcs Nationaux et d'autres administrations avec qui des conventions de partenariats sont en cours de négociation et/ou de mise en œuvre

Informations supplémentaires sur l'application de la Stratégie 4.4 :

La Section 4 (www.ramsar.org/doc/cop11/cop11_nrform_f_sec4.doc) est une Annexe facultative au Modèle de Rapport national pour permettre aux Parties contractantes qui le souhaitent de fournir séparément des informations supplémentaires pour une ou toutes leurs zones humides d'importance internationale (sites Ramsar).